

Pourquoi un concurrent de Google Android ou d'Apple iOS peut difficilement émerger (et pourquoi ce ne serait pas forcément une bonne nouvelle)



En 2017, une étude de l'Université de Californie à Berkeley a révélé qu'environ 70% des applications partageaient nos données personnelles avec des services tiers. Peut-on imaginer qu'un système d'exploitation concurrent résoudrait ce problème ?

Avec Gilles
Dounès

Atlantico : En 2017, une étude de l'Université de Californie à Berkeley a révélé qu'environ 70% des applications partageaient nos données personnelles avec des services tiers. Comment se traduit ce chiffre ? Y-a-t-il des alternatives à Google Android et Apple ?

Gilles Dounès : L'étude de Berkeley portait sur l'analyse du comportement des applications sur les smartphones Android, dont le modèle économique repose justement sur l'analyse de l'utilisation et même du comportement des utilisateurs. Le but, c'est de proposer de la publicité la plus susceptible de susciter un comportement attendu chez l'utilisateur, au minimum un « clic » sur le lien ou le bandeau vers un site ou un service gratuit qui va lui-même générer de la publicité en cascade ou, si possible, un comportement d'achat pour un bien ou un service. Plus la régie publicitaire ou le cabinet d'analyse dispose de sources différentes capables de lui fournir des données sur un même individu, plus ils seront capables d'obtenir des réponses souhaitées, grâce à des publicités dites « qualifiée », celles qui sont vendues le plus cher aux clients. Ceux-ci peuvent être des annonceurs publicitaires classiques, voire des officines qui cherchent à collecter des données personnelles plus sensibles, comme dans le scandale Cambridge analytique, par exemple.

C'est avant tout une question de modèle économique : il faut bien que les développeurs ou les studios qui emploient ces développeurs se rémunèrent, en vendant leurs contenus. Soit à l'utilisateur, en vendant l'application sur les apps store d'Apple ou de Google, ou bien à l'intérieur d'une application gratuite (l'achat in app). Soit à un tiers extérieur, mais le contenu est alors l'utilisateur lui-même, et l'éditeur « se paye sur la bête » qu'il a en quelque sorte « appâtée » avec son application gratuite.

Cela passe par la plate-forme, la part des applications gratuites étant beaucoup plus importante dans l'écosystème Android que dans l'écosystème iOS, mais c'est surtout entre gratuit et payant que passe la frontière : peu importe la notoriété et la responsabilité de l'éditeur. Le modèle économique de Facebook et des éditeurs de son écosystème, par exemple, repose ainsi entièrement sur une analyse très sophistiquée du comportement de leurs utilisateurs. Et même si Apple a fait du respect de la confidentialité des données personnelles le pilier de la valeur ajoutée de iOS et fait régulièrement le ménage dans son magasin d'applications à cet effet, elle est régulièrement obligée de recommencer.

Ce n'est même pas une question de smartphone ou de téléphone à clavier, ou à clapet : Windows CE l'ancêtre de Windows mobile qui dominait le marché du téléphone portable avant l'avènement du BlackBerry, puis de l'iPhone et Android, était lui-même infecté par

toute une ménagerie de virus téléchargés en même temps que la multitude des petits jeux gratuits qui étaient alors disponibles. Dès qu'il y a du code exécuté et que celui-ci n'est pas payé par l'utilisateur, il s'expose, y compris sur les diverses tentatives d'OS alternatifs basé sur Linux qui émergent régulièrement.

Le système d'exploitation le plus susceptible de devenir une alternative globale à iOS d'Apple et à Google Android n'est pas - et ne sera probablement pas - 100% gratuit comme le logiciel Google. Est-ce le seul problème que peuvent affronter les autres développeurs de smartphones ?

Encore une fois, Android n'est pas gratuit : il est sous- facturé par Google aux fabricants de terminaux de manière à ce qu'ils puissent être présent sur des segments inférieurs à celui de l'iPhone, tout en développant une sur-couche personnelle, de manière à personnaliser leur offre. Mais Google se rémunère en réalité bien au-delà de ces ristournes grâce à ses services en ligne et à sa régie publicitaire, dont les informations croisées avec celles collectées par les applications de son app store lui procurent une véritable manne d'informations sur ses utilisateurs.

Les fabricants de smartphones qui comme Samsung ont essayé de se passer d'Android en développant sur leurs fonds propres un système d'exploitation entièrement de leur cru comme Samsung avec Tizen, ou l'autre coréen LG avec Web OS racheté à BlackBerry, ont été obligé de reculer devant la difficulté en réservant leurs systèmes d'exploitation-maison à leurs périphériques connectés. Le premier sur sa montre, le second sur ses téléviseurs. Seul Huawei, sur son activité d'équipementier télécoms et sur l'appareil d'État chinois, semble en mesure de pouvoir développer une alternative pour ses propres appareils après le coup de semonce du gouvernement américain.

Huawei se place en bonne position pour devancer les entreprises américaines. Cela pourrait-il être positif ? Et comment ?

C'est un peu comme si, par ce qu'on se plaint que le renard prélève quelques poules, on faisait confiance au tigre pour ouvrir un restaurant végétarien !

L'histoire de l'informatique moderne s'est certes beaucoup accélérée avec l'irruption du smartphone, et promet de s'accélérer encore davantage avec « l'électronique à porter sur soi », mais il faut sans doute garder à l'esprit trois ou quatre repères : tout d'abord, la vague de suspicion autour de Microsoft au plus fort de son quasi-monopole, la firme de Redmond pesant de tout son poids pour organiser le Web naissant autour de ces solutions... et des failles de sécurité béantes qui les fragilisaient. Paranoïa qui a atteint son paroxysme après les gesticulations sécuritaires du gouvernement américain qui ont suivi les attentats du 11 septembre. Microsoft était soupçonné d'avoir créé ou d'entretenir ses failles de sécurité à dessein, afin de permettre à la NSA et aux diverses agences de sécurité américaines de puiser à loisir dans les ordinateurs du monde entier. La vague de virus à l'été et à l'automne 2002 a servi de prise de conscience de ces vulnérabilités aux virus, et a grandement aidé à la progression d'un Mac OS X tout juste émergent, au point que les plus gros fabricants de PC d'alors avaient demandé à Apple la possibilité d'équiper leurs machines avec la version d'OS X. C'est sur ce socle d'OS X, parangon de sécurité, qu'Apple a pu bâtir le succès de l'iPhone et de iOS.

Avec la législation américaine actuelle, les multinationales U.S. ont obligation de collaborer avec les agences gouvernementales de leur pays, en rapatriant les données collectées par leurs produits sur le territoire américain, sous couvert de lutte contre le terrorisme, et ce même si Apple s'efforce de crypter et de conserver ces données à même le terminal, au plus près de l'utilisateur. Ces règles ne diffèrent guère de celles auxquelles les entreprises chinoises sont elles-mêmes soumises. De récentes informations font état de l'installation par les douanes chinoises d'un logiciel espion sur les terminaux Android des visiteurs de la province sensible de Xinjiang, toujours au prétexte de lutter contre le terrorisme. Faudra-t-il s'en remettre à une société fondée et dirigée par un ancien officier des services de renseignements Chinois pour protéger la vie privée, lorsqu'on connaît le contrôle social organisé par Pékin sur sa propre population ?

Dans un entretien récent à la presse Française Ren Zhengfei le patron du géant chinois promettait de « travailler à la société de demain » : je ne suis pas sûr que ce soit celle dont les Européens aient envie. Mais, faute de faire émerger rapidement une alternative fondée sur les valeurs qui leur sont propres, cet avenir risque de ce borné à fournir aux deux superpuissances des masses de données personnelles et des composants à valeur ajoutée.